

# La guerre des diamants

Charmian Gooch

**Les hommes se sont toujours disputés les ressources naturelles, les poissons, les forêts comme les ressources minérales. De récents développements mettent en valeur que le commerce du diamant n'échappe pas à cette tradition sanglante.**

Les diamants donnent une image romantique en tant que meilleur ami de la femme, mais le diamant a aussi une facette moins brillante, son commerce alimente financièrement certains des conflits les plus sanglants de la planète. Le trafic illégal du diamant brut, qui entretient les conflits en Angola, en Sierra Leone, au Liberia et en République démocratique du Congo, est également accusé de financer le terrorisme international. Selon des rapports récents, les terroristes d'Al-Qaïda auraient en effet rassemblé des fonds grâce au commerce de diamants « sales ». Dans des pays comme l'Angola, les groupes rebelles ont exporté et vendu des diamants pendant des années. Les recettes considérables qu'ils ont perçues leur ont permis de reconstituer leur armement et de continuer à s'approvisionner alors même qu'un processus de paix était engagé sous l'égide des Nations unies. Entre 1992 et 1998, la vente de ces pierres précieuses a rapporté des milliards de dollars à l'Unita, dont l'exemple a été suivi ailleurs en Afrique par d'autres groupes rebelles. Mais le cas du diamant n'est pas isolé. En réalité, cette tendance forte inquiétante vaut pour l'ensemble des ressources naturelles. Par exemple, le commerce du bois illustre bien le rôle que peuvent jouer les ressources naturelles dans l'enlisement des conflits et le maintien de la pauvreté (sans parler du déboisement). Dans les années 1990, le régime sanguinaire des Khmers rouges a ainsi perçu entre US\$10 et US\$20 millions par mois de la simple vente de bois. Grâce à une campagne menée par Global Witness, le gouvernement thaïlandais a fini par fermer la frontière terrestre avec le Cambodge et couper ainsi la route à l'exportation. En 18 mois, le conflit était terminé. Il y a peu, des opérations illicites comparables portant sur le bois en provenance de la République démocratique du Congo et du Liberia sont venues rappeler à la communauté internationale qu'elle ne pouvait fermer les yeux plus longtemps sur des activités dont les coûts humains et économiques sont inacceptables. Le problème, c'est qu'il n'existait jusqu'ici aucun mécanisme à l'échelle internationale susceptible de remédier au problème. Mais la situation évolue. Un système de contrôle international du trafic de diamants doit prendre effet en novembre 2002. C'est l'aboutissement d'une campagne lancée à la fin de l'année 1998 par Global Witness, une organisation basée à Londres qui attire l'attention sur le rôle des ressources naturelles dans les conflits et entend sensibiliser l'ensemble du monde aux liens entre le diamant et les guerres. Jusqu'ici, seuls les professionnels de l'industrie du diamant savaient que des acheteurs ayant pignon sur rue, De Beers y compris, se procuraient des diamants bruts émanant de factions armées. Et même lorsque ces pratiques ont été connues, l'affaire n'a pas fait grand bruit. En acquérant les diamants vendus par des groupes rebelles, les sociétés assuraient agir de manière responsable en protégeant à la fois les marchés mondiaux du diamant et les emplois. Mais le rapport publié fin 1998 par Global Witness sous le titre A Rough Trade a souligné que le commerce avec les rebelles était non seulement contraire à l'éthique, mais aussi qu'en procurant les fonds nécessaires pour perpétuer les conflits, l'industrie du diamant faisait endosser par la communauté internationale les frais des initiatives de paix et de l'aide humanitaire dans les pays touchés. Au cours des années 1990, le coût de ces efforts internationaux a atteint US\$1 million par jour pour l'Angola seulement. Un embargo avait bien été décidé par les Nations unies sur les diamants sales en provenance de ce pays, mais le monde des affaires et de la politique le violaient allègrement. L'échec de sa mise en oeuvre, d'après le rapport, a compromis les actions tendant à ramener la paix en Angola. Par ailleurs, la crédibilité des Nations unies et de ses mécanismes de sanction n'en est pas sortie grandie. La communauté internationale n'a pas tardé à saisir la réalité des effets destructeurs liés au diamant dans un certain nombre de pays, notamment l'Angola et la Sierra Leone. À la fin de l'année 1999, des pourparlers discrets étaient entamés ; ils ont débouché sur le processus dit de « Kimberley ». Celui-ci regroupe plus de 35 gouvernements, ainsi que des observateurs engagés du monde des affaires et des ONG. L'Assemblée générale des Nations unies l'a chargé de concevoir un système visant à exclure les diamants « de la guerre » du marché officiel. Il prévoit que

l'importation et l'exportation de diamants feront l'objet de contrôles gouvernementaux, tandis que les acteurs commerciaux seront tenus de définir une « chaîne de garanties » pour faire en sorte que tous les diamants mis sur le marché aient bien une origine légitime. Par ailleurs, la profession a pris l'engagement public de soumettre ses mécanismes de contrôle à des audits indépendants. Mais ce résultat n'a pas été obtenu sans mal. Avant qu'une ONG ne propose ses « bons offices », les professionnels et les autorités ne se souciaient guère de modifier leurs pratiques. Dans un premier temps, la campagne menée par Global Witness, relayée ensuite par d'autres ONG a même alarmé les professionnels du diamant. Aujourd'hui encore, nombreux sont ceux qui doutent de la solidité de leurs engagements, et les gouvernements comme les acteurs commerciaux devront faire leurs preuves lorsque le système entrera en vigueur. Quoi qu'il en soit, les gouvernements et les milieux d'affaires internationaux ne peuvent plus prétendre méconnaître le rôle des ressources dans les conflits ; peu d'entre eux s'y risquent, d'ailleurs. Toutefois, des blocages au plus haut niveau empêchent aujourd'hui de passer à la suite logique : contrôler les moyens dont disposent les entreprises pour accéder aux ressources naturelles dans des zones de conflit, qu'il s'agisse de diamants, de bois, de pétrole ou d'autres richesses nationales.

OCDE L'observateur